Politique fédérale

Autor(en): **Bovet, E.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **4 (1909)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-749434

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

wirklich verstehen und richtig beurteilen können. Die einzige Brücke zu solchem Verständnis wird immer der enge Kontakt mit Kunst und Künstlern der heutigen Gegenwart sein, lebendige Anschauungen und Erfahrungen über das Beginnen, Werden und Reifen der Kunstwerke unserer Zeit. Diesen Kontakt, der gerade mit der letzten Entwicklung unserer Wissenschaft sich mehr und mehr gelockert hat, wieder herzustellen und das für die Beurteilung alter Kunst so viel versprechende, ja unentbehrliche Zusammenarbeiten von Kunsthistorikern und Künstlern wieder zu ermöglichen, muss meines Erachtens mit eine der dringlichen Bestrebungen beim weitern Ausbau der modernen Kunstwissenschaft sein.

HALLE MARTIN WACKERNAGEL

□□□

POLITIQUE FÉDÉRALE

„Une Presse d'opposition doit-elle, pour remplir sa mission en conscience, critiquer toujours et ne louer jamais?

„Assurément oui, affirment certaines gens qui déplorent l'absence en Suisse d'une presse dite „d'opposition", ce par quoi ils entendent sans doute une presse de mauvaise humeur, une presse qui boude, qui grogne, qui gourmande, qui ne soit contente de rien, qui n'admette pas que l'adversaire politique puisse faire quelque chose de propre, qui le pique, qui le pousse, qui le bouscule, qui le harcèle, sans relâche, une presse misanthropique, atrabilaire et bilieuse, qui prédise les catastrophes et qui annonce les ruines.

„La presse socialiste n'y suffit pas. Personne ne l'écoute. Elle prêche et prophétise dans le désert. Ce que l'on veut, c'est une presse bourgeoise d'opposition sérieuse, systématique.

„On s'efforce à la créer. La revue mensuelle *Wissen und Leben,* qui s'édite à Zurich, a offert ses colonnes à quelques-uns de ces mécontents et ceux-ci s'empressent à l'envi de nous donner des exemples de ce que devrait être la critique politique."

Ainsi s'exprimait naguère le correspondant bernois d'un journal romand, journal que je lis chaque jour depuis vingt ans, avec le plus

vif intérêt, précisément parce qu'il défend des idées qui souvent ne sont pas les miennes. Quand un homme lutte avec conviction pour un certain idéal, l'approbation de quelques-uns lui est un réconfort; la contradiction lui est bonne également; sa conviction s'en trouve raffermie, ou alors élargie et rajeunie. Entre hommes intelligents et sans parti-pris, la discussion est toujours féconde, si elle est vraiment une discussion, c'est-à-dire nourrie de faits, de principes et de logique.

Tel n'est pas le cas pour la „Lettre de Berne" dont j'ai cité plus haut un fragment. Elle énonce d'abord une affirmation tout à fait générale: *Wissen und Leben* est l'organe des mécontents; puis elle en donne pour preuve un seul article, celui de M. Steiger sur les finances fédérales[1]). De cet article, elle ne réfute rien, ni un fait ni un chiffre; elle se contente de dire à plusieurs reprises: „cela est exagéré". Peut-être. Je n'en sais rien, et ne saurais me rendre à une critique aussi sommaire. Qu'un maître d'école dise simplement à un élève: „cela est faux", passe encore; mais M. Ed. B. a-t-il le droit de juger un homme tel que M. Steiger d'un ton aussi magistralement dédaigneux? Sa critique de l'article Steiger demeure absolument insuffisante; mais elle est, de plus, tout à fait injuste et malveillante pour *Wissen und Leben.* Le ton général de la lettre et certain détail précis me prouvent qu'il nous lit rarement; certes, c'est son droit; mais alors pourquoi nous juger? Est-ce ainsi qu'on discute en république?

Je laisse de côté l'article Steiger; nos pages sont ouvertes à qui voudra le réfuter; par une coïncidence intéressante, au moment où M. Ed. B. écrivait sa „Lettre de Berne", M. Speiser faisait au Conseil National un discours très optimiste sur les finances fédérales; ce discours a *peut-être* rassuré le Conseil; mais les simples citoyens, ceux qui pourtant ont le droit de payer, d'élire et même de penser, aimeraient aussi être rassurés; les comptes-rendus des journaux leur ont paru insuffisants, et plus indistinct encore l'écho de la „Lettre de Berne". Ils voudraient qu'à des chiffres précis on opposât des chiffres précis, et qu'on leur donnât là-dessus la permission de réfléchir. — En attendant, venons-en à la „revue des mécontents".

---

[1]) Publié ici le 1er mai 1909; vol. 4, page 97.

Ceux qui nous lisent savent que nous faisons depuis deux ans le loyal essai d'une revue indépendante de tout parti, de toute Eglise, de toute école littéraire ou artistique. Nous sommes simplement des idéalistes, qui, sans abandonner le terrain de la réalité, élevons nos regards vers le Mieux; nous combattons le matérialisme sous toutes ses formes; et si nous luttons pour la liberté morale de l'individu, nous croyons aussi à la nécessité absolue des *devoirs*. De ces devoirs il en est un dont j'ai déjà parlé longuement[1]), parce qu'il est à la base de notre œuvre, c'est celui de la sincérité; sur ce sujet, une remarque encore: quelques esprits forts se sont amusés du fait que deux ou trois amis de *Wissen und Leben* font à la revue de gros sacrifices d'argent; quelles bonnes dupes, ces idéalistes! au lieu de raccoler simplement des abonnés en flattant quelque bon petit intérêt! Voici mon opinion: que plusieurs soient empêchés, par des intérêts matériels élémentaires, d'être absolument sincères, qu'ils en arrivent à vivre de routine et de compromis, cela est triste sans doute mais compréhensible; par contre, ceux dont l'indépendance matérielle est assurée, n'ont qu'un moyen de légitimer ce privilège: c'est de dire leur vérité, travaillant ainsi à *la* vérité suprême; ils *doivent* aux hommes non pas le geste illusoire d'une aumône de leur superflu, mais l'exemple fécond d'une conscience qui tend, par la souffrance, à la lumière.

Si nous sommes des mécontents, nous le sommes à la façon de Mme T. Combe, qui écrivait le 17 août dans la *Gazette de Lausanne:* „Le mécontentement est la condition indispensable de toute amélioration." Paroles très vraies; il suffit de s'entendre: il y a des mécontents rétrogrades, les *laudatores temporis acti* dont l'esprit fermé au sens de l'histoire s'effraie de toutes les crises; leurs regrets sont stériles; il leur manque l'espérance. Nous n'en sommes pas. Et il y a les mécontents pour qui le passé est une leçon, un encouragement au progrès, ceux que l'amour d'une patrie plus forte et d'une humanité meilleure pousse à la lutte, à l'action; ils savent que de tout temps le Mal et le Bien sont en guerre, et que le Mal prend souvent le masque bénin de la satisfaction; ils croient que l'humanité, partie de la matière animale, doit marcher à son Dieu qui est esprit. Cette foi qui les

---

[1]) Vol. I, page 161.

anime peut se tromper dans le détail; elle a raison, elle doit avoir raison dans l'ensemble, à moins que l'homme n'ait fait fausse route dès le jour où (pour parler avec l'ancien poète) il se dressa sur ses pieds pour contempler les astres. Qu'on détruise alors cette illusion séculaire, avec elle tous les monuments de l'esprit, et qu'on arrache enfin à l'humanité la coupe de l'espérance; il n'y aura plus de mécontents, puisque tout effort vers le Mieux sera brisé dans son principe même.

Venons-en aux faits: étions-nous de vulgaires mécontents quand nous avons publié les articles de M. Sonderegger en faveur de la loi militaire, de M. Egger sur le nouveau code civil, de M. Locher contre l'absinthe? Si nous avons critiqué le projet de loi sur les assurances, etait-ce par simple parti-pris? Le Conseil fédéral lui-même est-il bien satisfait de la politique des C.F.F. et de certaines pressions d'intérêts régionaux? Et n'avons-nous pas prouvé par de nombreuses „discussions" que nous voulons avant tout, non pas un système étroit, mais une opinion publique bien renseignée et consciente? Nous nous adressons aux indépendants, et aussi aux hommes de tout parti qui respectent le vieil adage: *Audiatur et altera pars!* Les partis sont nécessaires; notre effort ne l'est pas moins; et ceux qui affectent dédaigneusement de nous passer sous silence donnent par là la mesure de leur esprit.

On a parlé d'incompétence, parce qu'un poète et un philologue ont donné leur opinion sur l'extradition de Wassilieff, et qu'un avocat s'est occupé de peinture. Il faudrait *prouver* cette incompétence, dans chaque cas particulier, et nous dire aussi par quel mystérieux baptême seuls les journalistes et les conseillers nationaux ont le droit de parler de tout. Le suffrage universel a ses graves inconvénients, je le sais; mais enfin, puisque, loin de songer à le supprimer, nous nous faisons un titre de gloire d'y ajouter le referendum et l'initiative, il faudrait avoir le courage d'en accepter toutes les conséquences. Je ne vois pas pourquoi ayant comme *citoyen* le devoir de voter, et la compétence de choisir un représentant qualifié, je n'aurais pas le droit de motiver mon opinion sur une question qui me concerne directement comme citoyen.

S'il arrive à un citoyen de bonne volonté, intelligent et cultivé, de se tromper, c'est qu'il est mal informé. Et c'est là peut-

être le plus gros défaut de notre politique fédérale; nous sommes très imparfaitemant renseignés; cette constatation que j'ai faite souvent pour mon compte m'a été confirmée par de nombreux citoyens (qui s'intéressent surtout, comme moi, à la politique fédérale), par d'excellents journalistes, par des hommes qui jouent un rôle dans la politique cantonale. A Berne, l'information est aisée, pour quiconque la désire; dans la „province" c'est bien différent; sans doute, nos grands journaux ont leur correspondant de Berne et parfois des articles de fond sur des questions fédérales; mais la politique communale, cantonale, internationale (allemande chez les uns, française chez les autres) y prend une place beaucoup plus considérable; il suffit de comparer ce que nous savons des délibérations du Conseil national avec ce que les journaux étrangers disent du Reichstag et des Parlements français ou italien. Je ne désire pas, cela va sans dire, des „potins"; mais entre le pâle résumé d'un discours officiel et le vulgaire „potin" il y a place pour bien des renseignements, les plus utiles peut-être. J'avoue ne pas voir nettement les groupements du Conseil National; je n'y distingue pas d'individualités; et pourtant il y en a, j'en connais de fort remarquables, par le hasard des relations personnelles. Tout cela a l'*air* anonyme, machinal, et ne l'*est* pourtant pas; il y a des décisions, peut-être fort sensées, qui étonnent, qui déroutent, parce que la raison dernière nous demeure cachée. En un mot, la *vie* de notre politique fédérale nous apparaît dans la grisaille; les politiciens, informés, souriront de cette affirmation; c'est qu'ils jugent les choses du haut de leur compétence et qu'ils ignorent le malaise de beaucoup d'électeurs. Quelles peuvent être les causes de cette grisaille? Notre fameuse „Sachlichkeit"? Elle est réelle, et louable, mais nul ne croira qu'elle soit si dangereusement parfaite. L'opportunisme, ou, comme disait naguère un bon journal, la „piété"? Cette politique, à la longue, serait bien mal entendue. La médiocrité de nos élus? De grâce, ne la généralisons pas à ce point; les électeurs en seraient responsables. Des intrigues de couloirs? Elles contrediraient alors notre Sachlichkeit. Sans exclure l'une ou l'autre de ces raisons, je croirais plutôt, d'une façon générale, à un cercle vicieux: L'esprit régional l'emporte encore sur l'esprit national; de là, dans la vie quotidienne (dont j'exclus les jours

de grandes votations) un intérêt médiocre pour les choses et les hommes de la politique fédérale; de là les informations sommaires, insuffisantes qui maintiennent à leur tour l'intérêt général dans sa médiocrité. Nous ne savons, nous ne sentons pas assez que le cœur de la Suisse bat au Palais fédéral, à Berne.

Il est un autre fait, qui ne contredit point le précédent et en est au contraire comme un corollaire. La politique fédérale, si impersonnelle d'après nos journaux, se trouve être, *dans les conversations,* surtout une question de personnes! Tel conseiller fédéral est rendu responsable de tout le mal; c'est généralement un Welsche ici, et un Suisse allemand ailleurs; j'ai constaté souvent avec douleur combien la véritable personnalité de nos ministres est peu connue. Et comme le Suisse n'a jamais passé pour être très modéré de langage, il faut entendre les explications faciles et violentes qu'on donne autour d'une table de café! Quelle revanche sur la grisaille officielle! Il y a ainsi entre notre façon de parler et notre façon d'écrire une différence qui ne fait pas grand honneur à notre courage civique.

On me dira qu'il en est de même en d'autres pays; je ne le crois pas; mais quand cela serait, je répète que nous sommes ou devrions être, en politique, le premier peuple du monde; nous ne devons regarder à l'étranger que lorsqu'il fait mieux que nous.

Or notre gouvernement fédéral dans son ensemble mérite toute notre confiance, tout notre intérêt, tout notre dévouement. Ce dévouement dût-il se traduire à l'occasion par des critiques un peu vives, le Conseil fédéral est précisément capable d'entendre la critique et d'en faire son profit. Pour ma part j'ai eu souvent le sentiment très net qu'on est au Palais fédéral plus qu'ailleurs au dessus des petites questions personnelles, des intérêts mesquins, bien que ces intérêts en battent la porte à chaque instant. Ceux qui parlent tellement de franc-maçonnerie (et d'autres de cléricalisme) seraient embarrassés de donner des preuves; qu'ils essaient. S'il y a eu, à Berne, des erreurs graves, elles ont le plus souvent leur origine, que je sache, ailleurs qu'au Conseil fédéral, chez des personnages influents dont la responsabilité s'efface, et dans le système lui-même. C'est pourquoi je saluais, avec beaucoup d'autres, une réorganisation radicale du Conseil Fédéral; le Conseil a décidé de se borner à de petites modifications; peut-être a-t-il d'excellentes

raisons; voilà un problème très important sur lequel nous aimerions être amplement renseignés. Ce que nous désirons pour le Conseil fédéral, c'est une liberté et une autorité plus grandes, moins de petites besognes et plus de temps pour donner aux grandes questions les solutions méthodiques, soutenues, à vues lointaines, qu'elles méritent. Nous désirons aussi pour lui un rajeunissement; le profond respect, l'admiration que nous avons pour la carrière de probité, de dévouement de tel magistrat ne saurait nous empêcher de parler. Nous mettons l'intérêt du pays au dessus de toutes les personnes.

Prenons encore un exemple qui n'est pas de la politique pure mais qui concerne la vie intellectuelle de la nation: il y aurait une étude intéressante à faire sur les subventions de tout genre que le gouvernement fédéral accorde à la science et aux arts; on constaterait alors un écart énorme entre les sacrifices généreusement consentis et les effets obtenus. Les artistes et d'autres avec eux se plaisent à en attribuer la faute au seul Conseil fédéral; ils feraient bien de la chercher aussi chez eux, dans leurs déplorables rivalités, et dans ce désarroi des idées dont nous souffrons tous; en science comme en art des efforts méritoires se nuisent au lieu de s'entr'aider; de là l'idée d'ailleurs malheureuse mais toujours renaissante d'une Académie qui créerait chez nous une tradition, sans laquelle un peuple ne laisse rien de grand. Le problème est là; la solution dépend d'un effort commun, d'une discussion loyale. N'imitons pas le procédé légendaire de l'autruche; reconnaissons franchement que chez nous le contact est insuffisant entre ces trois éléments: le gouvernement qui subventionne, la minorité qui crée et la majorité qu'on prétend éduquer.

J'en reviens à une conclusion souvent exprimée déjà: notre vie est encore celle d'un grand village, avec ses timidités, ses rivalités inavouées, sa peur des idées. La politique fédérale, l'esprit national en souffrent. Les devoirs présents et futurs exigent mieux. Nous voulons travailler à ce Mieux; et si c'est être des „mécontents", qu'importe? Aucune étiquette ne saurait nous gêner; nous luttons non pour un mot, mais pour un idéal. L'idéal ne serait-il qu'un mot en Suisse? Devrions-nous lui préférer la „Realpolitik"? Nous nous refusons à cette dégradation.

ZURICH E. BOVET